

La guerre

Jean-Jacques BECKER

dans les Balkans

(1912-1919)

De la Grande Guerre, même si elle fut rebaptisée par la suite Première Guerre mondiale, on a surtout retenu dans l'historiographie française le choc franco-allemand, et négligé le front oriental — alors même que d'autres traditions historiques, la russe par exemple, considèrent à juste titre qu'il a été longtemps aussi important que le front occidental. On s'est peu intéressé aux Balkans, dont les peuples ont pourtant subi les effets de la guerre à partir de 1912, et pendant sept ans, de façon à peu près continue.

Côté occidental, il n'y avait pas de véritable contentieux devant nécessairement conduire à la guerre entre l'Allemagne et la France. La question d'Alsace-Lorraine, même si le souvenir des deux provinces n'était pas perdu en France, s'était estompée. La question marocaine avait finalement été résolue par la diplomatie. Les éléments les plus belligères relevaient surtout du domaine psychologique.

En revanche, dans les Balkans, les raisons de conflits n'étaient pas, au début du XX^e siècle, du domaine du fantasme. Multiples, elles tournaient toutes, cependant, autour de la question nationale qui, depuis alors un siècle, soulevait les peuples des Balkans contre les dominations qu'ils étaient forcés de subir — domination turque, mais aussi autrichienne.

Pour les chancelleries, la question d'Orient était d'abord une question diplomatique : il y avait les ambitions connues des puissances face à un Empire turc considéré comme très affaibli, celles de la Russie d'atteindre Constantinople et les Détroits, et celles aussi de certains milieux austro-hongrois d'atteindre Salonique. Mais la rivalité, dans les Balkans, entre l'Autriche-Hongrie et la Russie comportait tant de risques internationaux que les diplomaties anglaise, française, allemande ou autres restaient fortement partisans du statu quo. C'était cependant ne pas compter avec les peuples balkaniques, et avec la puissance des mouvements nationaux qui devaient conduire à leur soulèvement.

Parmi ces peuples, la volonté nationale était particulièrement forte en Serbie, surtout depuis le début du siècle. En 1903, la famille des Karageorgevic avait accédé au trône en la personne de Pierre (Petar) I^{er}, à la suite du massacre de la famille des Obrenovic — plus

ou moins inféodée à l'Autriche-Hongrie —, mené dans des conditions si abominables qu'il provoqua dans l'Europe entière « *un cri de stupeur et d'indignation*¹ ». Le régime constitutionnel avait été rétabli, et immédiatement avait donné le pouvoir au parti le plus puissant, le parti radical, qui s'appuyait sur la paysannerie pauvre, majoritaire dans la population et vigoureusement nationaliste. Néanmoins, la violence des mœurs dont des Serbes avaient fait preuve à cette occasion leur donnait mauvaise réputation en Europe — ainsi d'ailleurs, d'une façon générale, qu'à l'ensemble des Balkaniques. Il était donc plus difficile aux Européens de reconnaître dans leur action l'expression de mouvements nationaux tels que ceux que le reste du continent avait pu connaître au XIX^e siècle.

Les guerres balkaniques (1912-1913)

Pour les Balkaniques — Bulgares, Serbes, Grecs —, l'adversaire par excellence était l'Empire turc, qui, de la mer Noire à l'Adriatique, possédait encore en Europe une large bande de territoires dont la Macédoine formait la partie essentielle. L'élan national serbe pouvait cependant prendre une autre direction, vers le Nord, où d'autres Slaves du sud — Croates et Slovènes — se trouvaient intégrés à l'Empire austro-hongrois, sans compter quelques minorités serbes. La revendication nationale serbe s'était toutefois cristallisée sur la Bosnie-Herzégovine, province turque peuplée majoritairement de Serbes orthodoxes (825 000 en 1910), mais également de Musulmans (612 000), en fait très souvent d'origine serbe, et de Croates catholiques (434 000). Depuis 1878, l'Autriche-Hongrie avait obtenu d'administrer cette région qui ne restait plus ottomane que très nominalement. Pour mettre un frein à l'irrédentisme serbe, la monarchie austro-hongroise avait transformé en 1908 cette administration en annexion. La petite Serbie n'aurait pu réagir qu'avec le soutien de la Russie, protectrice « naturelle » des Slaves orthodoxes des Balkans : très durement affectée par sa défaite dans la guerre de

1. Ernest Denis, *La grande Serbie*, Paris, Delagrave, 1915, p. 122.

Pour les Balkaniques, il était urgent d'agir avant qu'un Empire ottoman régénéré ne redevienne un adversaire trop redoutable. Mais, pour agir, il fallait qu'ils s'unissent, ce qui paraissait parfaitement impossible. Jean Pelissier, un journaliste français spécialiste de ces régions où il séjournait fréquemment, rapporte que les diplomates du quai d'Orsay, alertés sur la constitution d'une alliance balkanique, se moquèrent d'informateurs porteurs de nouvelles aussi « *fantastiques*³ ». C'est pourtant bien ce qui se préparait, sous l'égide de la Russie — ou plutôt sous celle de ses représentants sur place, Nicolas von Hartwig à Belgrade et Anatole Nekloudof à Sofia — qui, après l'humiliation de 1908, se voyait offrir l'occasion de reprendre la main dans les Balkans. À vrai dire, la volonté nationale des Balkaniques fut cependant bien plus importante que l'influence russe. Le tsar était d'ailleurs tout à fait opposé à une action contre les Turcs, car il était convaincu que l'Autriche-Hongrie en profiterait pour marcher sur Salonique⁴. Comme le souligne L. S. Stavrianos, « *pour la première fois dans l'histoire de la question d'Orient, les petits États avaient acquis une position de telle indépendance par rapport aux grandes puissances qu'ils semblaient capables d'agir complètement sans elles et même de les prendre en remorque*⁵ ». C'était bien les Balkaniques qui menaient le débat. En mars 1912, après des discussions aussi longues que difficiles, la Serbie et la Bulgarie concluaient une alliance défensive à la fois contre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, accompagnée d'un protocole secret très clairement offensif contre la Turquie. Il prévoyait un partage des territoires ottomans, encore que les conditions de ce partage restaient assez floues. De la Macédoine et des territoires limitrophes, il était prévu de faire trois parts : la Serbie recevrait le sandjak de Novi-Pazar, la Vieille-Serbie (le Kosovo) et l'ouest de la Macédoine ; la Bulgarie obtiendrait la partie de la Macédoine à l'Est de la Struma ; quant à la partie centrale, soixante kilomètres de part et d'autre du Vardar dont le débouché était Salonique, elle formerait un territoire autonome, à moins que la Serbie et la Bulgarie puissent se la partager, ce qui était assez improbable en raison de « l'intérêt » que lui portait la Grèce, dont le concours était nécessaire. Au mois de mai, un premier accord était signé entre la Bulgarie et la Grèce, mais sans qu'il soit fait allusion à un partage territorial, puis un second au mois d'octobre, entre le Monténégro d'une part, la Serbie et la Bulgarie de l'autre. La *Ligue balkanique* était constituée. Officiellement, il ne s'agissait que d'un pacte défensif, mais comme le souligna, avec irritation, lorsqu'il eut connaissance des termes des traités conclus, le président du Conseil français Raymond Poincaré, venu en voyage officiel en Russie au mois d'août 1912, « *c'est un traité qui conduit à la guerre* ». Certes, Poincaré n'avait pas ignoré complètement ce qui se tramait, mais il n'avait jamais eu connaissance du document, malgré, disait-il, « *des démarches répétées* ». Il fut donc très inquiet lorsqu'il en prit connais-

sance, mais choisit toutefois de ne pas s'y opposer carrément, afin de ne pas mettre à mal l'alliance franco-russe⁶. Cette décision allait être lourde de conséquences : si jusque-là, la France et la Russie se gardaient bien de se laisser embarquer dans les initiatives de l'autre qui dépassaient les termes de leur alliance, un dangereux précédent venait cette fois d'être créé.

Néanmoins, dans l'immédiat, les Balkaniques avaient désormais les mains libres, et déclenchèrent la guerre le 18 octobre 1912. Pour l'opinion européenne, ils jouaient gros en s'attaquant à cette puissance militaire qu'était encore l'Empire ottoman. En réalité, les effectifs que l'armée turque pouvait leur opposer étaient inférieurs aux leurs, car elle devait maintenir de nombreuses troupes sur ses autres frontières. Au surplus, cette armée était aussi en pleine réorganisation, avec le concours d'officiers allemands — même si ce n'est cependant qu'un an plus tard, en novembre 1913, qu'elle fut véritablement reprise en mains par une importante mission dirigée par le général Liman von Sanders, qui devint inspecteur général de l'armée turque, et fut équipée de matériel allemand. Dans le domaine enfin de la « psychologie des combattants », l'élan national des armées balkaniques fut aussi nettement supérieur à celui des soldats turcs.

Le poids principal de la guerre fut supporté par les Bulgares, qui affrontèrent le plus gros des forces turques concentrées en Thrace pour protéger les Détroits et Constantinople. Remportant de grandes victoires, en particulier à Kirk Kilissé et à Lulé Burgas, mettant le siège devant Andrinople (Edirne), les Bulgares ne furent arrêtés que sur les lignes de Tchataldja, à cinquante kilomètres au nord de Constantinople.

À l'ouest, la lutte fut souvent plus facile, mais dans un contexte complexe. Une première armée serbe avait lancé une offensive vers le sud, remporté la victoire de Kumanovo et s'était emparée en Macédoine des villes de Skopje (Uskub) et de Monastir (Bitola), pendant qu'une autre armée serbe, après s'être emparée du sandjak de Novi-Pazar, avait pénétré dans les territoires albanais, occupé la Vieille-Serbie (Kosovo) et poursuivi jusqu'à l'Adriatique à travers l'Albanie, en allant prendre Durazzo (Durrës). Dans les régions albanaises, les Serbes n'étaient pas les bienvenus. Depuis 1909, des révoltes n'avaient certes cessé d'y éclater contre le pouvoir turc, mais les Albanais — en général musulmans, et qui avaient longtemps été les meilleurs soutiens de l'Empire dans les Balkans — lui reprochaient surtout la modernisation inspirée par les Jeunes-Turcs, et n'entendaient pas passer pour autant sous la souveraineté des autres Balkaniques, et celle en particulier des deux peuples très proches qu'étaient les Serbes et les Monténégrins⁷.

De son côté, l'armée grecque avait conquis l'Épire, et en Macédoine s'était emparée de Salonique — le 8 novembre 1912, quelques heures avant que les Bulgares n'y arrivent à leur tour.

3. Jean Pelissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans (octobre 1912-août 1913)*, Paris, Perrin, 1914, p. 5.

4. *Ibid.*, p. 4.

5. L. Stavrianos, *The Balkans since 1453*, Londres, Hurst, 2000, p. 535. Cité par Mark Mazower, *The Balkans, a short history*, New York, Modern Library Chronicles Books, 2000, p. 105.

6. François Roth, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000, p. 229.

7. Voir Pierre Cabanes (dir.), *Histoire de l'Adriatique*, Paris, Seuil, 2001, p. 483 et sq.



*Les Balkans
en 1914*
(coll. part.).

Les Turcs obtinrent alors la médiation de l'Angleterre. Un armistice fut conclu, pendant lequel les belligérants se réunirent à Londres. En raison de leurs succès, les Balkaniques réclamaient que l'Empire ottoman leur abandonne à peu près tous ses territoires européens. Le 23 janvier 1913, les Jeunes-Turcs, conduits par Enver Pacha, s'emparaient du pouvoir et rejetaient les prétentions adverses. Les hostilités reprurent, mais leur raidissement n'empêcha pas les forces turques de connaître de nouveaux revers. Les Grecs prenaient Janina le 6 mars ; les Bulgares parvenaient à faire tomber Andrinople (28 mars) ; fin avril, les Monténégrins s'emparaient de Scutari (Shkoder). Une nouvelle Conférence se tint de nouveau à Londres le 30 mai 1913. Outre la Crète, cédée à la Grèce, les Turcs y abandonnaient tous leurs territoires européens, à l'exception d'une fraction de la Thrace orientale.

Restait donc l'essentiel : comment se partager les territoires conquis, et que faire de l'Albanie ?

Dans ses articles au jour le jour sur les guerres balkaniques, le journaliste Jean Pelissier⁸ ne cesse de se féliciter de l'union indestructible des peuples balkaniques, ce dont les chancelleries doutaient beaucoup. En réalité cette union n'était que la traduction d'un combat commun à mener et de la conscience de la difficulté de la partie qu'ils jouaient : une fois la victoire acquise, les oppositions ne pouvaient manquer de surgir pour le partage du butin. Le sort de l'Albanie posait déjà un premier problème : les Serbes et les Monténégrins auraient souhaité mettre la main sur l'ensemble des territoires albanais, mais ils se heurtèrent à l'opposition catégorique de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Pour les Austro-Hongrois, il était inacceptable que les Serbes atteignent la mer, et l'Italie avait également des visées sur ces régions. L'attitude des Roumains soulevait d'autres interrogations : certes, ils n'avaient pas pris part à la guerre, mais considéraient que leur neutralité avait permis aux Bulgares de l'emporter — s'ils avaient été menaçants sur leur frontière commune, jamais ceux-ci n'auraient pu vaincre les

Turcs. Ils estimaient donc que la nation roumaine avait droit à une compensation, en l'occurrence la Dobroudja avec la ville de Silistrie au sud du Danube... Les plus mécontents étaient cependant les Bulgares, convaincus qu'après avoir joué le rôle essentiel dans la guerre, ils risquaient d'être évincés de Macédoine, dont les Serbes occupaient la partie septentrionale et les Grecs la partie méridionale — Grecs et Serbes s'étaient en effet mis d'accord pour les exclure de la majeure partie du pays. Malgré les pressions russes pour obliger les « alliés » balkaniques à trouver un terrain d'entente, les poussées nationales dans chaque État devenaient d'infranchissables obstacles.

Dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, les Bulgares prirent l'initiative de la rupture en attaquant les positions serbes et grecques : ils avaient seulement pour objectif d'obliger les lignes adverses à reculer, mais Serbes et Grecs considérèrent qu'il s'agissait d'un acte de guerre. Les Roumains se joignirent à eux, ainsi que les Turcs, dont l'opinion poussait à la reprise du conflit.

Cette guerre ne devait durer que deux mois. Épuisée par la première guerre balkanique, l'armée bulgare n'était plus en mesure de résister à une telle coalition. Après la reprise d'Andrinople par Enver Pacha, les Bulgares demandèrent l'armistice le 31 juillet.

Les négociations de paix furent rondement menées, puisque dix jours plus tard, le 10 août, le traité de Bucarest était signé. Comme la carte de guerre le permettait, la Serbie recevait toute la Macédoine du Nord et du Centre, et la Grèce l'Épire et la Macédoine maritime. La Bulgarie devait se contenter d'un petit morceau de Macédoine correspondant à la vallée de la Struma. La Roumanie recevait pour sa part le sud de la Dobroudja.

Quant à l'Albanie — où s'était tenu en novembre 1912 un congrès national albanais —, l'Italie et l'Autriche-Hongrie imposèrent son indépendance. Mais le pays était extrêmement divisé, et une bonne partie des Albanais continuaient de regarder vers la Turquie. Quand le prince allemand Guillaume de

⁸ Jean Pelissier, *op. cit.*

Wied, qui avait accepté sans grand enthousiasme d'en devenir le souverain, arriva à Durazzo le 7 mars 1914, il ne put se maintenir au pouvoir. En septembre, alors que la guerre européenne avait déjà commencé, il quittait définitivement le pays.

En septembre 1913, les Turcs signèrent avec la Bulgarie un traité qui leur permettait de récupérer la région d'Andrinople, alors que les Bulgares conservaient la Thrace occidentale, qui leur permettait d'avoir un accès à la mer Égée.

Les grandes puissances avaient certes essayé de s'en mêler, mais les deux guerres balkaniques avaient d'abord été le fait des peuples des Balkans, même si plusieurs fois elles avaient risqué de déboucher sur un conflit plus vaste. Ainsi, les Austro-Hongrois avaient-ils vu d'un mauvais œil l'humiliation de leurs alliés bulgares et le renforcement inquiétant de la Serbie ; très tentés d'intervenir pour écraser cette dernière, ils n'y avaient finalement renoncé que sous l'influence de l'Allemagne.

Avant que ne débutent les guerres balkaniques, certains avaient cru que ces petits États pourraient donner naissance à une confédération qui serait alors devenue un des grands États européens. À leur issue, il n'en était plus question : les nationalismes s'y étaient exacerbés les uns contre les autres. Les États balkaniques et la Turquie étaient épuisés par ces conflits. Pour les uns, il fallait prendre le temps de digérer leurs conquêtes — la Serbie avait presque doublé de superficie, de 50 000 à 90 000 kilomètres carrés, et sa population était passée de trois millions à quatre millions et demi d'habitants — ; pour les autres, il était nécessaire de reprendre souffle après leurs déceptions. En tout cas, une grande prudence s'imposait, pour la Serbie en particulier, face à l'Autriche-Hongrie qui se consolait mal de n'avoir pu intervenir, d'autant plus que les Serbes, dont elle redoutait l'irrédentisme sortaient victorieux — et néanmoins mécontents — du conflit.

Ces guerres avaient été terribles : les journaux des États européens, qui n'imaginaient évidemment pas être bientôt confrontés à un conflit encore plus rude, décrivaient avec commisération leurs drames. Dans son dernier discours en France — le discours de Vaise — Jean Jaurès, évoquait aussi ce que pourrait être l'horreur d'une guerre européenne alors qu'on venait de voir celle de la guerre dans les Balkans⁹. Par rapport à leurs moyens, les petits États balkaniques avaient fait des efforts immenses en hommes et en matériel, et, au surplus, les atrocités avaient été nombreuses¹⁰, en particulier celles des soldats chrétiens contre les populations musulmanes. Suivant la tradition balkanique, les incendies des villages, les exodes de populations — dans le cas présent, ceux des populations turques fuyant les soldats balkaniques — et les viols furent monnaie courante. L'armée serbe, déchaînée contre les Albanais musulmans, se distingua au Kosovo et les Bulgares en Macédoine. Sous le titre « Comment les Bulgares ont traité Grecs et Turcs en Macédoine »,

L'illustration publiait ainsi en août 1913 un certain nombre de témoignages précédés du chapeau suivant : « Aux terrifiantes photographies de notre dernier numéro, il semblait qu'on ne pût rien ajouter. Mais nous avons reçu une lettre [...] que nous ne saurions nous dispenser de la publier. Elle nous révèle, sans en rien cacher, toutes les horreurs commises dans la retraite bulgare par des troupes dont, il y a peu de mois, nous étions heureux de relater les gestes héroïques en Thrace, mais que la défaite semble avoir frappés de démente sanguinaire et qui [...] ont véritablement supplicié, dans des villes innocentes, des populations sans armes¹¹. » Dans ce même numéro, Pierre Loti contait aussi les horreurs commises à Andrinople et dans les villages environnants contre les Turcs, les Juifs et les Grecs...¹².

L'attentat de Sarajevo¹³

Le gouvernement serbe avait sans doute la volonté d'être prudent, mais les circonstances en décidèrent autrement.

Les nombreux mouvements nationalistes en Serbie et dans les territoires serbes hors du pays, comme en Bosnie-Herzégovine, échappaient à l'autorité du gouvernement. Or, après la victoire sur les Turcs, l'Autriche-Hongrie était redevenue l'adversaire principal. Dans ces conditions, un petit groupe d'étudiants serbes de Bosnie-Herzégovine — qui faisaient leurs études pour une partie d'entre eux à Belgrade — pensèrent frapper un grand coup en assassinant l'archiduc François-Ferdinand, dont ils avaient appris par les journaux la présence à Sarajevo le 28 juin 1914. Contre toute logique, cet attentat, organisé par Gavrilo Princip et un groupe de tout jeunes gens — pratiquement tous avaient moins de 20 ans —, réussit et eut des conséquences incalculables. La principale fut de précipiter à nouveau les Balkans dans la guerre. Dix mois à peine s'étaient écoulés depuis la fin des guerres balkaniques !...

L'assassinat de l'archiduc et de sa femme — ce second meurtre n'avait pas été prévu par les terroristes — ne provoqua d'abord en Europe que l'émotion d'un fait-divers exceptionnel. Après quelques jours d'indignation, les journaux allemands baissèrent vite de ton. Dans les journaux dont il émaillait volontiers les marges des notes diplomatiques, l'empereur Guillaume II ne cacha pas son mépris pour les Serbes, « assassins », « régicides », « bandits », mais ce fut évidemment en Autriche-Hongrie que les réactions furent les plus vives. Une presse souvent très violente appela à des représailles contre la Serbie. Un certain nombre de responsables autrichiens partageaient ce point de vue, comme par exemple le ministre des affaires étrangères — le comte Léopold Berchtold — ou le chef d'état-major de l'armée, le général Conrad von Hotzendorff.

9. Voir *Œuvres de Jean Jaurès*, tome IX, *Pour la Paix*, et tome V, *Au bord de l'abîme (1912-1914)*, Paris, Editions Rieder, 1934.

10. Cf. le rapport de la Commission présidée par le sénateur d'Estournelles de Constant et publié par la fondation Carnegie :

Les causes et les conduites des guerres balkaniques.

11. *L'illustration*, numéro du 9 août 1913.

12. Voir Annette Becker, *Violence de guerre dans les Balkans*, conférence prononcée à la Bibliothèque nationale de France le 5 décembre 2001.

13. À ce sujet, on peut se référer aux deux ouvrages suivants : Vladimir Dedijer, *La route de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 1969 ; Albert Mousset, *Un drame historique, l'attentat de Sarajevo*, Paris, Payot 1930. Je me permets de renvoyer aussi à mes deux articles : « L'attentat de Sarajevo », in *L'Histoire*, numéro de juin 1994, et « L'attentat de Sarajevo et la Première Guerre mondiale dans l'espace du futur État yougoslave », in Laurent Gervereau et Yves Tomic (dir.), *De l'unification à l'éclatement, l'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Paris, Musée d'histoire contemporaine/BDIC, 1998.



Les Balkans
en 1920
(coll. part.).

Ils étaient de ceux qui l'année précédente avaient regretté que leur pays ne profite pas des événements des Balkans pour « mater » la Serbie, et l'attentat de Sarajevo fournissait l'occasion de réparer cette « erreur ». Les circonstances étaient d'autant plus favorables que l'Allemagne prévint très vite qu'elle ne s'opposerait pas, bien au contraire, à des représailles contre les Serbes, auxquelles l'opinion publique austro-hongroise était aussi particulièrement favorable. De plus, il semblait que le conflit puisse être circonscrit, dans la mesure où, compte tenu de l'horreur de cet attentat, il était peu probable que la Russie s'en mêle.

Ces supputations se seraient sans doute vérifiées si l'opération contre les Serbes avait pu être organisée et effectuée dans les quelques jours qui suivirent l'attentat, alors que l'émotion restait forte, et que l'assassinat du souverain — même si ce n'était encore qu'un héritier — était unanimement condamné dans une Europe encore à peu près totalement monarchique. Il était en outre admis que l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas laisser passer un tel événement sans réagir, faute de quoi elle ne compterait plus comme puissance.

Mais cette réponse immédiate ne put avoir lieu.

Il aurait d'abord fallu prouver que l'origine de l'attentat se trouvait bien en Serbie. Or, l'enquête montra immédiatement qu'il n'en était rien, et que la responsabilité serbe était au mieux indirecte — on pouvait seulement lui reprocher de laisser se développer sur son territoire des mouvements nationalistes violemment anti-autrichiens. Depuis 1914, on a souvent évoqué les responsabilités directes de la *Main Noire*, dont le chef, le colonel Dragutin Dimitrijevic (connu souvent sous le nom d'Apis), avait été l'un des auteurs du massacre de 1903 avant de devenir en 1914 responsable des services de renseignements de l'armée. S'il

est certain que cette organisation était au courant de ce qui se tramait, et qu'elle avait même fourni les armes, jamais cependant il n'a pu être démontré que sa responsabilité était allée au-delà, ou qu'elle était à l'origine de la conjuration. Le gouvernement serbe, lui, n'avait pas d'autre responsabilité que de n'avoir pu empêcher un attentat dont une partie des auteurs étaient partis de Serbie.

D'autre part, l'empereur François-Joseph — qui n'aimait guère son neveu et héritier — n'était guère favorable à l'idée de se lancer dans un conflit, et il fallut quelque temps pour l'en convaincre.

Le premier ministre de Hongrie, le comte Tisza, était, lui aussi, fermement opposé à une intervention qui risquait — si elle se soldait par des annexions — de renforcer encore le poids des Slaves à l'intérieur de l'Empire. Il résista pendant près de quinze jours, et changea finalement de position à cause surtout, semble-t-il, du ton agressif de la presse serbe.

Il faut tenir compte, enfin, de la lenteur habituelle de l'Autriche-Hongrie à agir...

Ce fut donc seulement au bout de presque un mois, le 23 juillet, qu'un ultimatum, rédigé de manière à le rendre proprement inacceptable, fut adressé à la Serbie. Avec beaucoup d'habileté, le gouvernement serbe en accepta cependant presque tous les termes. À ce moment, le climat avait déjà beaucoup changé : l'émotion était retombée, et la Russie, après de nombreuses hésitations, se préparait désormais à intervenir ; ce fut même elle qui, la première, le 30 juillet, décréta sa mobilisation générale. Les dés en étaient jetés : le conflit ne pouvait plus resté limité, et pour le dire de façon schématique, l'attentat de Sarajevo, par un détour étonnant, allait aboutir à une guerre franco-allemande...

L'engagement des États balkaniques dans la Grande Guerre

Le 28 juillet, à l'expiration de l'ultimatum, l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à la Serbie, dont la réponse ne lui paraissait pas satisfaisante. De façon symbolique pour commencer, des *monitors* (vedettes fluviales) autrichiens qui naviguaient sur le Danube bombardèrent Belgrade, que le gouvernement serbe abandonnait immédiatement pour s'installer plus au sud, à Nis.

À partir de là, la guerre devait gagner progressivement l'ensemble des Balkans. L'union des Balkaniques était bien morte, et leur solidarité avait disparu au profit de nouveaux investissements purement nationaux. L'engagement dans le conflit se fit suivant la répartition issue des guerres balkaniques, mais il ne le fit pas de façon automatique, souvent à la suite d'intrigues fort complexes.

L'Empire ottoman

La sagesse aurait voulu que l'Empire ottoman, épuisé après ses précédentes déconvenues, reste en dehors du conflit. Les États de l'Entente l'y poussaient, mais certains parmi les Jeunes-Turcs — qui, bien que soutenus par une majorité de la population, faisaient maintenant régner une véritable dictature —, penchaient vers une participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne. En dépit de ce que l'historiographie a longtemps affirmé, ce choix ne s'expliquait pas par des raisons économiques — les investissements français et britanniques étaient bien supérieurs, en Turquie, aux investissements allemands —, mais par le fait qu'Enver Pacha, le plus populaire des Jeunes-Turcs, était un grand admirateur de l'Allemagne, et qu'il l'estimait de nature à faciliter ses objectifs. Son projet n'était d'ailleurs plus vraiment balkanique, mais plus oriental : puisque l'Empire ne comptait plus guère de chrétiens, il souhaitait créer un véritable État turc, et étendre son influence sur les populations turques de l'Asie centrale. Son adversaire principal était donc plutôt la Russie, d'ailleurs rendue responsable des malheurs turcs lors des guerres balkaniques.

L'Allemagne, de son côté, avait intérêt à avoir un allié susceptible de menacer à la fois la Russie et l'Angleterre. Elle fit donc un gros effort financier en sa faveur. Après diverses péripéties, la Russie déclara la guerre à la Turquie le 2 novembre 1914, la France et l'Angleterre le 5. Si l'intervention turque ne concernait pas les Balkans, elle allait néanmoins y avoir d'immenses conséquences, car les autres États balkaniques importants — la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce — furent en effet entraînés aussi, les uns après les autres, dans la guerre.

La Bulgarie

Pour les Bulgares, la participation à la guerre aux côtés des Puissances centrales offrait l'espoir d'une revanche après la deuxième guerre balkanique, et la possibilité d'arracher à la Serbie la Macédoine dont ils n'avaient cessé d'affirmer que sa population était bulgare¹⁴. Pour un pays en partie exsangue (la Bulgarie avait perdu 170 000 hommes pendant les guerres balkaniques), dont l'armée était dépourvue des équipements nécessaires, l'engagement dans un nouveau conflit n'était cependant pas sans risques. Tout en essayant de les évaluer à leur juste valeur, le roi Ferdinand I^{er} penchait néanmoins plutôt vers cette solution... Mais, même si le roi était d'origine germanique, les sympathies envers la Russie étaient traditionnellement fortes en Bulgarie. Sofia devint ainsi le théâtre d'intrigues diplomatiques menées par les deux camps. Le ministre des Affaires étrangères français, Delcassé, fit des efforts démesurés et inconséquents pour attirer la Bulgarie dans le camp de l'Entente¹⁵ : son obstination — il alla jusqu'à promettre à la Bulgarie une partie de la Macédoine acquise par les Serbes, évidemment sans aucun accord de ces derniers... — et son échec (prévisible) marquèrent d'ailleurs la fin de sa carrière politique ; ainsi que l'a écrit Jean-Baptiste Duroselle, « *Delcassé, qui décidément vieillissait, embrouillait tout en négociant avec la Bulgarie*¹⁶ ». En fait, les Bulgares savaient pertinemment que l'Entente n'avaient rien de tangible à leur offrir, alors que les Puissances centrales pouvaient leur promettre sans états d'âme de démembrer la Serbie en leur faveur. Soucieux d'agrandir leur fenêtre sur la mer Egée, ils obtinrent même de la Turquie la promesse de leur céder un morceau de la Thrace — les Turcs étaient d'autant plus accommodants qu'il leur était vital que l'aide allemande puisse traverser la Bulgarie. La promesse d'une importante contribution financière, ainsi que la carte de guerre, décidèrent finalement le roi Ferdinand I^{er} à choisir son camp. L'année 1915 était très favorable aux Puissances centrales sur le front oriental, alors que les Alliés s'enlisaient dans les Dardanelles. En septembre 1915, la Bulgarie s'alliait donc à l'Autriche-Hongrie, puis, le 14 octobre, déclarait la guerre à la Serbie. Mais les hostilités avaient déjà commencé et, entre le 5 et le 11 octobre, les États de l'Entente signifièrent tour à tour leur déclaration de guerre à la Bulgarie.

La Grèce

La Grèce avait d'assez bonnes raisons de se réjouir des résultats des guerres balkaniques : à l'issue des deux conflits, elle n'avait certes pas obtenu tout ce qu'elle souhaitait, mais sa superficie avait quand même presque doublé, et sa population était passée de 2,6 à 4,4 millions d'habitants. Sous l'autorité d'Eleutherios Venizelos, au pouvoir depuis 1910, la modernisation

14. Voir Jean-Claude Allain, « La course aux alliances », in Paul-Marie de la Gorce (dir.), *La Première Guerre mondiale*, Paris, Flammarion, 1991.

15. Voir Jean-Jacques Becker, « Delcassé pendant la guerre de 1914 », in *Delcassé et l'Europe à la veille de la Grande Guerre*, Foix, Archives départementales de l'Ariège, 2001, p. 155 et ss.

16. Jean Baptiste Duroselle, *Histoire de la Grande Guerre*, Paris, Editions Richelieu, 1972, p. 114.

du pays avait été engagée. Face à la guerre européenne, le roi et le premier ministre réagirent différemment. Le chiffre XII attribué au roi Constantin l'inscrivait dans la lignée des empereurs byzantins, mais d'origine allemande, comme d'ailleurs presque tous les souverains des Balkans, il était germanophile (sa femme Sophie était la sœur de Guillaume II) ; il souhaitait maintenir son pays dans la neutralité. Venizelos, lui, entendait profiter des circonstances pour réaliser sa *Grande Idée* : étendre la Grèce à l'ancien monde hellénique, c'est-à-dire aux Détroits, à Constantinople et à la partie de l'Asie mineure peuplée de Grecs — des ambitions dont les Alliés n'étaient cependant guère partisans, d'autant que la Russie convoitait aussi Constantinople.

Pendant toute cette période, la politique grecque consista en un combat incessant entre venizélistes et royalistes, avec comme troisième intervenant les Alliés qui entendaient n'en faire qu'à leur tête. Lorsque la Serbie fut menacée, et que l'armée grecque, malgré des accords antérieurs, se garda d'intervenir, les Alliés — alors que l'expédition des Dardanelles était en train d'échouer — décidèrent d'en transporter une partie des troupes à Salonique¹⁷. Les premiers débarquements eurent lieu à partir du 5 octobre 1911. Ils étaient autorisés par le gouvernement Venizelos — même si, de toute manière, les Alliés se seraient éventuellement passés de son accord, mais, en butte à l'hostilité des Royalistes, Venizelos fut alors contraint de démissionner. Un an plus tard, en octobre 1916, il fonda à Salonique un gouvernement insurrectionnel favorable à l'Entente. Au mois de décembre de la même année, ses partisans, à Athènes, furent les victimes d'une sorte de Saint-Bathélémy. Des combats opposèrent alors également marins français et anglais aux activistes royalistes. Une personnalité politique française, Charles Jonnart, un ancien ministre des affaires étrangères, paré du titre de « Haut-Commissaire des puissances protectrices de la Grèce » (France, Royaume-Uni, Russie et Italie), vint en Grèce contraindre le roi Constantin à abdiquer. En juin 1917, Venizelos redevint chef du gouvernement d'Athènes, et déclara la guerre à la Turquie, à la Bulgarie et aux Puissances centrales (29-30 juin 1917). Les troupes venizélistes de Salonique combattaient déjà contre les Bulgares depuis novembre 1916...

Ainsi que le souligne Yannis Mourellos, il serait donc faux de parler, pour la Grèce, d'une intervention volontaire dans le conflit : celle-ci fut le résultat de la contrainte opérée par une grande puissance, la France en l'occurrence, qui n'avait pas craint de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays souverain¹⁸.

La Roumanie

La Roumanie avait bénéficié de quelques gains territoriaux lors des guerres balkaniques, en dépit pourtant d'un engagement minimum. Toutefois ses revendications nationales — la Bessarabie, qu'elle

considérait comme ethniquement roumaine, mais qui était sous domination russe, et la Transylvanie, hongroise même si les Roumains y étaient plus nombreux que les Hongrois — n'avaient pas été satisfaites. La guerre européenne pouvait peut-être lui fournir l'occasion d'atteindre ces objectifs, il lui fallait choisir néanmoins entre l'alliance austro-hongroise et l'alliance russe. Les sympathies du roi Carol — qui était d'ailleurs un Hohenzollern — et les traités qui la liaient à l'Autriche-Hongrie pouvaient la faire pencher du côté des Puissances centrales, mais le premier ministre Bratianu et les libéraux restaient hostiles à toute intervention. Quant aux intellectuels, en général francophones, et la bourgeoisie, ils étaient plutôt attirés par une alliance avec l'Entente. La neutralité semblait donc le parti le plus sage. Ces équilibres furent cependant en partie modifiés : lors de la mort du roi Carol en octobre 1914, son successeur et neveu Ferdinand de Hohenzollern n'avait pas les mêmes sympathies pour les Puissances centrales, et, comme l'opinion penchait de plus en plus vers l'Entente, le projet de s'emparer de la Transylvanie s'affirma comme un objectif majeur. Mais, c'est seulement vers 1916 qu'il apparut possible de s'engager vraiment, au moment où l'offensive russe lancée en juin par le général Broussilov remportait de grands succès, contre les Austro-Hongrois en particulier. Il fallut encore de longues négociations, en particulier avec la Russie, avant que le traité et une convention militaire liant la Roumanie aux Alliés ne soient finalement signés, le 17 août 1916.

Les opérations dans les Balkans

Progressivement, tous les États des Balkans étaient donc entrés en guerre, et la région n'allait alors plus cesser d'être parcourue par les armées. Le plus souvent, les résultats des opérations militaires furent cependant décevants pour les différents belligérants, à commencer par les Austro-Hongrois.

La guerre en Serbie et l'armée d'Orient.

Lorsque l'Autriche-Hongrie (peuplée de cinquante et un millions d'habitants) attaqua la Serbie, dont la population dépassait à peine les quatre millions, elle pensait n'en faire qu'une bouchée ; sans aucun doute, cette guerre ne devait être qu'une simple exécution militaire.

Mais comme souvent, les choses ne se passèrent pas ainsi que prévues. L'entrée en guerre de la Russie obligea le commandement austro-hongrois à distraire une partie des forces destinées à combattre les Serbes pour les utiliser en Galicie contre les Russes. De plus, le commandement serbe (placé sous l'autorité du général Putnik) et ses soldats, qui sortaient des guerres



Couverture du numéro de L'Histoire de juin 1994. Dossier spécial sur la Grande Guerre

(coll. part.).

17. Delcassé n'en était pas partisan, mais Poincaré lui fit sèchement la remarque suivante : « Si la Bulgarie attaque la Serbie, pouvons-nous rester indifférents ? » (cité par Jacques Raphaël Leygues, *Delcassé*, Paris, Encre, 1980, p. 224).

18. Voir Yannis Mourellos, *L'intervention de la Grèce dans la Grande Guerre (1916-1917)*, Athènes, Institut français d'Athènes, 1983.

balkaniques, se montrèrent bien supérieurs à leurs homologues autrichiens, qui n'avaient plus combattu depuis longtemps. Dès le 12 août 1914, les troupes autrichiennes, qui arrivaient de Bosnie-Herzégovine sous le commandement de l'inflexible général Potiorek¹⁹, avaient franchi la Drina formant frontière, mais elles subirent très vite un grave échec, et les survivants de cette première tentative furent obligés de repasser la frontière. Une seconde offensive, déclenchée le 6 novembre, ne connut pas un sort plus heureux : le 2 décembre, les troupes autrichiennes parvinrent certes à s'emparer de Belgrade — faute de munitions, les Serbes avaient dû battre en retraite —, mais, très vite ravitaillé par la France, le commandement serbe parvenait aussitôt à lancer une contre-offensive et reprenait la capitale dès le 15 décembre. À la fin de l'année, la Serbie était même complètement libérée, l'Autriche-Hongrie avait connu un humiliant échec. Mais la situation de la Serbie restait tout de même précaire, car ces mois de guerre n'avaient pas été sans conséquences : si l'on suit Nevenka Tromp-Vkríc, sur les 256 000 soldats que comptait l'armée serbe au début de la guerre, 132 000 étaient hors de combat à la fin de 1914, et une terrible épidémie de typhus, qui fit des ravages à partir du mois de décembre, entraîna encore la mort de 30 000 soldats et de 200 000 civils²⁰. Sans même qu'il ne soit besoin d'évoquer, pour l'instant, les atrocités qu'elle avait subies, la population serbe, littéralement décimée, sortait épuisée de ces combats menés dans des conditions épouvantables — dès le début de la guerre, l'armée, elle, avait manqué d'uniformes, de moyens de transport, de toutes sortes d'équipements et d'armes —, et, même s'il n'est pas question de remettre en cause la ferveur patriotique qui avait permis à l'armée de vaincre, une partie de la nouvelle population serbe était composée de Musulmans et d'Albanais, évidemment mal intégrés à l'entité serbe. De leur côté, les Austro-Hongrois n'étaient pas non plus sans inquiétudes : entre 20 et 25 % de leurs soldats dans cette région étaient des Serbes originaires de Bosnie-Herzégovine, de Voïvodine, de Croatie ou de Dalmatie, communautés dont une bonne partie de la population avait refusé de répondre à l'ordre de mobilisation. Ces soldats firent preuve de loyalisme pendant la guerre, mais les Austro-Hongrois restaient néanmoins très méfiants, en particulier envers les Serbes de Bosnie-Herzégovine ; pour éviter d'éventuelles surprises, ils se livrèrent à de nombreuses arrestations préventives, enfermèrent un grand nombre de détenus dans des camps où le taux de mortalité était très élevé, et déportèrent même une partie de la population vers le nord-ouest de la Bosnie. Dans ces conditions, ce premier front balkanique resta donc inactif pendant près d'un an.

Mais à l'automne 1915, le haut-commandement allemand estima impossible de conserver cette menace dans les Balkans. Onze divisions allemandes furent donc envoyées pour rejoindre les forces austro-hongroises et bulgares qui venaient d'entrer en ligne, sous le com-

mandement du général allemand Mackenzen. À partir du 6 octobre, les Allemands et les Austro-Hongrois attaquèrent au nord, et, à compter du 11, les Bulgares au sud. La participation allemande fut décisive : malgré la médiocrité des troupes autrichiennes et la lenteur des troupes bulgares, et, donc l'échec du plan d'encerclement, les troupes serbes furent repoussées hors de leurs pays, en dépit de leur farouche résistance. Allemands et Bulgares firent leur jonction dans le Kosovo ; acculés, les Serbes furent obligés de traverser l'Albanie du nord pour atteindre Shkodër (Scutari) et gagner l'Adriatique. Georges Castellan fait le récit de ces événements : « *alors, du 25 novembre 1915 au 20 janvier 1916, commença une retraite véritable chemin de croix, qui laissa un souvenir durable dans la mémoire collective serbe : le vieux roi Pierre (71 ans), malade, dans un char à banc traîné par des bœufs ; le gouvernement, l'état-major, les troupes et de nombreux civils avec femmes et enfants ; moines et prêtres portant la châsse du roi Étienne I^{er} ; les débris de tout un peuple à travers d'arides montagnes, en plein hiver, sans autres armes que des fusils, sans ravitaillement, au milieu d'une population albanaise qui n'avait pas oublié les exactions serbes de l'année précédente*²¹ ». De leur côté, ces troupes en débandade pillaient abondamment. Cela valut à l'Albanie, qui n'était pas partie prenante dans le conflit, de se retrouver occupée par les Austro-Hongrois.

Le sort de la Serbie avait été terrible. Un hebdomadaire français, *Le Miroir*, écrivait ainsi début janvier 1916 : « *Après le martyre de la Belgique, l'invasion de la petite Serbie [...] est l'un des épisodes les plus cruels de cette guerre. Les souffrances endurées en silence par la nation serbe [...] sont indicibles, et rien ne fut plus lamentable que cette retraite en masse d'un peuple mourant de faim*²². » Et si on en croit John Reed — qui intitule le chapitre de son livre consacré à ce sujet *Une nation exterminée*²³ —, il est vrai que les Austro-Hongrois (des Hongrois, en l'occurrence), qui estimaient non pas faire la guerre mais mener une expédition punitive, commirent d'effroyables atrocités en Serbie : exécutions de masse, déportations, destructions, viols, etc. Pour donner un exemple cité par Reed, le commandant du neuvième corps expliquait ainsi à ces hommes que « *manifeste de l'humanité ou de la sensibilité envers une population de ce genre {serait} hors de propos : ils sont tous nuisibles* », et leur ordonnait donc en conséquence une attitude d'extrême sévérité, d'extrême dureté et d'extrême méfiance. À la fin de la guerre, la Serbie avait perdu 9 % de sa population... Les rapports établis par la suite sur ces événements sont éloquentes. Pour ne prendre que l'exemple des cas de viols, l'auteur d'une enquête établit le constat suivant : « *Je suis persuadé que le nombre de femmes et de fillettes violées est très élevé, et je ne crois pas me tromper, d'après ce que j'ai vu dans mon enquête, en disant que dans beaucoup de villages envahis, presque toutes les femmes, des plus jeunes aux plus vieilles ont été violées*²⁴. »

19. Gouverneur de la province, il s'était acquis une solide réputation dans la répression des mouvements de jeunes bosniaques.

20. Nevenka Tromp-Vkríc, « Serbia and the beginning of the First World War », in Jean-Jacques Becker (dir.), *Les entrées en guerre en 1914. Actes du colloque tenu au Centre de recherche de l'Historial de Péronne en juillet 1994*, numéro spécial (1979) de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1995.

21. *Ibid.*, p. 386.

22. *Le Miroir*, numéro du 2 janvier 1916.

23. John Reed, *La guerre dans les Balkans*, ouvrage publié aux États-Unis en 1916 et récemment réédité en France, en 1996, par les éditions du Seuil.

24. R. A. Reiss, *Rapport sur les atrocités commises par les troupes austro-hongroises pendant la première invasion de la Serbie, présenté au gouvernement serbe*, Paris, Grasset, 1919. R. A. Reiss était un professeur de nationalité suisse.

Pour l'Entente, les résultats de l'engagement dans les Balkans furent également décevants. À la suite de l'échec de l'opération des Dardanelles, dont l'évacuation fut achevée le 9 janvier 1916, il avait été décidé — on ne sait toujours pas très bien qui prit cette décision²⁵ — d'utiliser une partie des troupes pour venir en aide aux Serbes lorsqu'ils furent prises avec la triple offensive germano-austro-bulgare. Comme il a été dit ci-dessus, le 5 octobre 1915 les premiers soldats français et britanniques avaient commencé à débarquer à Salonique ; une semaine plus tard, le général Sarrail arrivait à son tour, avec le titre de « commandant en chef de l'armée de Salonique ». Mais le ministre français des Affaires étrangères, Delcassé, ainsi que le général Joffre, qui ne voulait pas distraire des effectifs du front occidental, étaient très hostiles à cette opération. Trois divisions seulement furent donc données à Sarrail. C'est avec ces troupes peu nombreuses, et souvent atteintes par la dysenterie, qu'il devait tenter d'épauler les Serbes. Si les soldats alliés remontèrent la vallée du Vardar, ils ne purent cependant rejoindre les troupes serbes, qui alors battaient en retraite beaucoup plus au nord. Le 22 novembre, Sarrail donnait l'ordre de repli, et les troupes entamaient une retraite fort périlleuse à travers une zone difficile où l'hiver avait commencé. Les Bulgares ne parvinrent cependant pas à encercler les colonnes françaises, qui se replièrent finalement en territoire grec pour y constituer le camp retranché de Salonique, que Sarrail reçut l'ordre de créer le 3 décembre

À ce moment, une seule chose pouvait être tentée : essayer de sauver ce qui pouvait l'être de l'armée serbe rejetée sur la côte albanaise. Au début de 1916, environ 100 000 soldats de cette armée, minés par le choléra, parviennent ainsi à être transférés sur l'île grecque de Corfou — sans que le gouvernement grec ait été consulté ! Peu de temps après, soignés, rhabillés, et réarmés avec du matériel français, ces soldats furent ensuite transportés dans la région de Salonique.

Sur le papier — car les maladies rendent inutilisable une part considérable de l'effectif — l'armée alliée dispose alors de 300 000 hommes, Français, Britanniques et Serbes, tous regroupés à Salonique. Les forces allemandes, autrichiennes et bulgares auraient sans doute pu réduire ce camp sans grande difficulté, mais elles ne le tentèrent pas : le commandement allemand, qui devait tenir compte du fait que l'essentiel de ses effectifs régionaux était bulgare, et ne pouvait être utilisé ailleurs, considérait que le camp de Salonique formait un parfait abcès de fixation pour les armées alliées. Ainsi que la propagande allemande le proclamait avec ironie : « *C'est le plus grand camp d'internement allemand !*²⁶ »

« L'armée d'Orient », qui resta commandée par le général Sarrail jusqu'en août 1916, fut progressivement renforcée par des contingents russes et italiens, mais ne joua guère de rôle pendant environ trois ans. Certes, il avait été prévu qu'elle attaque au moment de l'entrée

en guerre de la Roumanie, mais les Bulgares prirent les devants (le 18 août 1916), et les plans de Sarrail s'en trouvèrent bouleversés. Si la contre-offensive alliée permit d'atteindre Monastir, les choses en restèrent là jusqu'en 1918...

La guerre en Roumanie

L'intervention roumaine fut l'occasion d'une troisième opération de dupes. Le 27 août 1916, lorsque la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, l'offensive russe était déjà terminée. Le 28 août, l'armée roumaine pénétra néanmoins en Transylvanie. Un mois plus tard, elle en était refoulée par une contre-offensive austro-allemande dirigée par le général Falkenhayn, qui se rendit bientôt maître de toute la Valachie. Le roi et le gouvernement durent alors fuir Bucarest, qui était occupée, pour se réfugier dans la ville de Iassy, à l'extrême nord-est du pays. Parallèlement, une armée germano-bulgare, commandée par Mackenzen et venant du sud, s'empara de la Dobroudja. Réarmée et réorganisée par la mission du général Berthelot, l'armée roumaine échoua dans une nouvelle offensive, et la Roumanie fut contrainte de signer le traité de Bucarest (7 mars 1918), alors qu'une large partie de son territoire restait occupée...

La fin de la guerre

Pendant toute la guerre, les Puissances centrales avaient remporté de grands succès dans les Balkans, mais, comme sur le front occidental, la situation se retourna à l'extrême fin du conflit. Le général Guillaumat, qui avait remplacé Sarrail, ayant été rappelé en France par Clemenceau — c'était un des rares généraux en qui il avait confiance —, c'est le général Franchet d'Espérey, dont le groupe d'armées venait d'être enfoncé sur le front occidental, qui lui succéda (18 juillet 1918). Ce dernier bouleversa évidemment le plan d'offensive de son prédécesseur, destiné à retenir le maximum de troupes adverses : il entendait, lui, porter le coup essentiel en pleine montagne, au centre du dispositif, avec pour objectif la désintégration des forces germano-bulgares. Pour cela, Franchet d'Espérey disposait d'une forte supériorité numérique : 650 000 hommes contre 450 000, à peu près tous bulgares, mais sous l'autorité d'un haut-commandement allemand. Pour sa part, l'armée alliée était composée de quatre parties — française, serbe, britannique et grecque — d'importance à peu près équivalente, avec environ 150 000 hommes chacune, mais dont la cohésion était assez incertaine²⁷. Les troupes grecques étaient d'une combativité douteuse, tandis que les Serbes, excellents combattants, se montraient très jaloux de leur souveraineté nationale, de leur culture et de leurs traditions,

25. Voir Jacques Ancel, *les travaux et les jours de l'armée d'Orient (1915-1918)*, Paris, Éditions Bossard, 1921, p. 21.

26. Cité par Jean Delmas, « Les opérations militaires sur le front de Macédoine (octobre 1915-septembre 1918) », in *La France et la Grèce dans la Grande Guerre. Actes du colloque tenu en novembre 1989 à Thessalonique*, Paris, Institut d'histoire des conflits contemporains / Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992.

27. Voir Jean-Claude Allain, « La France et les armistices de 1918 », in *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, op. cit., p. 26

et n'entendaient en faire qu'à leur tête. La notion de « compagnons d'armes », souvent évoquée par la suite, était donc très relative, Serbes et Français se méfiant grandement de leurs comportements réciproques. Ces soupçons ne firent d'ailleurs que s'accroître après la victoire : les Français reprochaient aux Serbes leurs brutalités envers les populations locales, et les Serbes, ainsi que les autres Balkaniques, supportaient mal tout ce qui pouvait leur paraître comme une forme de tutelle. En 1919, des incidents graves opposèrent les soldats français aux soldats serbes — voire parfois aux populations locales, comme à Raguse (Dubrovnik) ou Kotor —, de même qu'il y eut des heurts entre Français et Italiens à Fiume, ou entre Français et Roumains...²⁸

Toutefois, Franchet d'Espérey avait reçu pour instructions de donner la place centrale, dans son dispositif, aux troupes balkaniques²⁹. Au centre, l'action devait être essentiellement menée par des Serbes renforcés de Français, tandis qu'à l'ouest, l'armée française d'Orient devait tenter un vaste mouvement tournant. L'offensive débuta le 15 septembre 1918, et remporta rapidement d'importants succès sur une armée bulgare dont les soldats résistaient farouchement, mais qui, après les défaites allemandes à l'ouest, ne croyait plus à la possibilité de la victoire. Le 29 septembre l'entrée dans Uskub (Skoplié) de la brigade de cavalerie française du général Jouinot-Gambetta sonna le glas de l'armée bulgare, d'autant qu'à l'est du front les Britanniques et les Grecs pénétraient profondément en Bulgarie. L'armistice fut signé au soir de ce même 29 septembre.

Ce front secondaire devenait donc le théâtre d'événements importants et inattendus : la Bulgarie se trouvait le premier allié de l'Allemagne à céder, et l'armée d'Orient pouvait maintenant se mettre en marche, soit contre la Turquie en direction de la Thrace et des Détroits, soit contre l'Autriche-Hongrie en direction du Danube.

Comme l'a souligné le général Delmas, cette bataille de Macédoine avait été une bataille archaïque, sans chars, avec une très faible aviation, une bataille d'infanterie où la cavalerie joua encore un rôle, même si les cavaliers tiraient le plus souvent leurs chevaux par la bride...³⁰ Ce fut le seul front où les coups de main furent nombreux et eurent de l'importance. Sur un autre plan, si différentes atrocités avaient certes eu lieu aussi, à tel ou tel moment, sur d'autres fronts, elles étaient difficilement comparables avec celles qu'avaient dû subir les peuples des Balkans, au premier rang desquels les Serbes. Les haines qu'avaient déjà développées les guerres balkaniques s'en trouvèrent encore accrues.

Après la capitulation bulgare, le conflit n'était pourtant pas terminé. Les soldats serbes, qui avaient pris une part considérable à la victoire en Macédoine³¹, marchaient rapidement vers le nord : ce sont des troupes serbes qui entrèrent à Nis le 12 octobre, puis à Belgrade le 1^{er} novembre. Le 13 novembre, un armisti-

ce, aujourd'hui un peu oublié, était signé à Belgrade entre représentants des gouvernements français, serbe et hongrois.

La Grande Guerre était partie des Balkans, mais les théâtres d'opérations régionaux y avaient toujours été marginaux. Les pertes humaines n'en avaient pas moins été considérables, même si les chiffres sont tout à fait imprécis en raison des bouleversements territoriaux de l'après-guerre, de l'imprécision des statistiques et de la participation de soldats de même nationalité à des armées antagonistes. Un des rares chiffres à peu près cohérent d'une statistique à une autre est celui des Serbes : autour de 300 000 morts.

Le bouleversement des Balkans après la Grande Guerre

C'est dans les Balkans que la géographie fut le plus bouleversée par les traités de paix, ne serait-ce qu'en raison de la disparition de l'Autriche-Hongrie.

Comme ailleurs, le principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes aurait dû être la base des remaniements territoriaux. Mais il était souvent extrêmement compliqué de séparer les différentes ethnies — la Macédoine, revendiquée à la fois comme bulgare, serbe ou grecque constitue un bon exemple de cette difficulté ; ultérieurement, il parut plus sage de considérer ses habitants comme... macédoniens —, et le seul principe vraiment appliqué fut plus pragmatique : donner satisfaction aux amis des vainqueurs. La Bulgarie perdit donc la partie qui lui restait de la Dobroudja — cédée aux Roumains —, les quelques zones de Macédoine conservées à l'issue de la deuxième guerre balkanique — cédées aux Serbes — ainsi que son morceau du littoral de la mer Égée — récupéré par la Grèce³². Elle devenait donc un tout petit pays de 130 000 km², peuplé de 5 500 000 habitants. En revanche, la Roumanie devenait une Grande Roumanie, en obtenant à la fois la Bessarabie enlevée à la Russie, la Bukovine prise à l'ancienne Cisleithanie (Autriche) et la Transylvanie, récupérée de l'ancienne Transleithanie (Hongrie). À l'issue du conflit, elle faisait plus que doubler sa population — de 7 à 15 millions d'habitants — et son territoire — de 130 000 à 295 000 km² ; cependant, elle comprenait désormais près de 30 % de diverses minorités nationales.

De leur côté, les Serbes avaient réalisé le vieux projet d'une Grande Serbie, en rassemblant tous les Slaves du sud dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ce nouvel État fut bientôt dénommé Yougoslavie, mais les Serbes entendaient bien le dominer. Le 20 juillet 1917, sous les auspices du chef du gouvernement serbe en exil Nikola Pasic, une déclaration — qui prévoyait la formation d'un État yougoslave rassemblant le royaume

28. Voir Patrick Facon, « Les soldats français de l'armée d'Orient face aux Serbes (1915-1919) : une étude de perception », in Laurent Gervereau et Yves Tomić (dir.), *De l'unification à l'éclatement, l'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, op. cit.

29. Voir Jean Delmas, op. cit.

30. *Ibid.*, p. 11.

31. L'historiographie serbe aura même tendance ensuite à oublier les autres combattants... Mais on peut constater, aussi, que l'historiographie française ne donne pas toute sa place à l'action serbe.

32. Voir en particulier Henry Bogdan, op. cit., p. 262 et ss.



Dans les Balkans :
réfugiés turcs fuyant
les Bulgares, 1912
(coll. part.).

de Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Voïvodine, la Croatie, l'Istrie et la Slavonie, dont le roi serait un Karageorgevic... — avait été signée à Corfou par des représentants (à la représentativité à vrai dire douteuse...) de chacun de ces pays. Cette initiative pouvait apparaître à l'époque comme un vœu pieux, mais le projet devint pourtant réalité : à l'issue du conflit, la Yougoslavie devenait un vaste État de 248 000 km² peuplé de douze millions d'habitants.

Quant à la Grèce, elle tentait de réaliser la grande idée de Venizelos, celle d'une Grande Grèce qui s'étendrait sur une partie de l'ancien empire ottoman.

Seules les convoitises antagonistes de la Grèce, de la Serbie et de l'Italie permirent à l'Albanie de renaître après la guerre, d'autant que la possession de la côte dalmate par le nouveau royaume des Slaves du sud rendait moins nécessaire à la Serbie l'appropriation de la côte albanaise³³. Vieille province serbe, mais à majorité albanaise, le Kosovo restait serbe, l'armée serbe réprimant violemment ses velléités de sécession, ainsi d'ailleurs qu'au Monténégro qui avait lui aussi rejoint le nouveau royaume.

Au bout de six ans de guerre et de terribles épreuves, les peuples balkaniques se trouvaient donc libérés de la double tutelle austro-hongroise et ottomane. Mais pour quel avenir ?

Partis dans l'unité en 1912, leurs antagonismes étaient devenus progressivement de plus en plus virulents, alimentés à la fois par les violences de guerre de toutes sortes et par l'incapacité — l'impossibilité — de donner à chaque peuple les frontières qu'il aurait souhaitées. Chacun des grands États qui sortaient de la

tourmente, et en premier chef la Roumanie et la Yougoslavie, comprenait ainsi de considérables minorités nationales.

Dans ces conditions, il n'était guère imaginable que des liens mentaux et économiques se tissent entre les différents pays balkaniques. À l'intérieur de chaque État, les minorités n'acceptaient pas leur situation, et il en était de même pour les partenaires, pourtant égaux, en principe, des États multiethniques. Chaque pays, vainqueur ou vaincu, ne manquait pas aussi de conserver des revendications envers ses voisins. Il est d'ailleurs significatif que, au contraire de ce qui a pu se passer dans d'autres parties de l'Europe, il n'est pas paru possible de recourir dans les Balkans à des plébiscites pour résoudre les problèmes litigieux.

À l'issue de tant de guerres, il était donc à craindre que les peuples des Balkans ne puissent échapper à de nouvelles confrontations. Ces peuples ou les États, dont la responsabilité dans l'éclatement et l'extension de la guerre avait été considérable, avaient-ils vraiment souhaité cela ?

Dans ses reportages et analyses publiés à chaud, pendant la guerre, John Reed affirme que « *le rêve de tout Serbe est d'unir l'ensemble des peuples serbes en un grand Empire* » (il entendait par là un grand empire de tous les Slaves du sud), et il ajoute que « *chaque paysan-soldat sait pourquoi il se bat ; à sa naissance, sa mère lui a dit "bonjour, petit vengeur du Kosovo"*³⁴ ». De fait, il est difficile de ne pas être convaincu de la puissance du sentiment national serbe tourné vers la construction d'une Grande Serbie. De leur côté, les soldats bulgares avaient aussi montré jusqu'au bout une

33. Voir Pierre Cabanes (dir.), *Histoire de l'Adriatique*, op. cit., p. 514.

34. John Reed, op. cit., p. 86.

ténacité et une détermination semblables à celles des armées des grandes nations. Par contre, il serait douteux de dire la même chose des Roumains, et plus encore des Grecs : les populations rurales helléniques étaient restées en grande majorité indifférentes au conflit, et Pierre Renouvin pouvait ainsi estimer que « *les sentiments de la population grecque [n'avaient joué] dans les calculs politiques aucun rôle appréciable* ³⁵ ». Lorsqu'en janvier 1918 le gouvernement grec avait décrété la mobilisation générale, 28 % des mobilisés n'avaient pas répondu à l'ordre d'appel ³⁶.

Si au début des guerres balkaniques l'on avait senti une forte poussée nationale, ce mouvement semblait

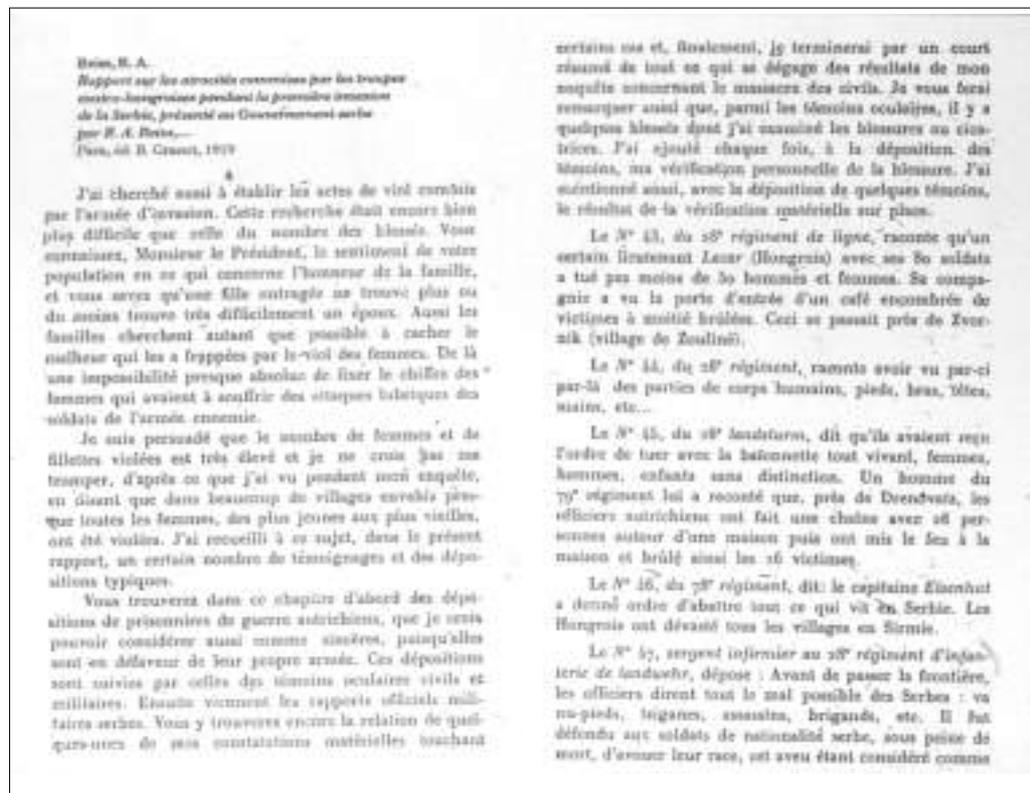
donc bien moins général à la fin de cette longue période de guerres. Pour les peuples balkaniques, au problème de l'indépendance était peu à peu venu se substituer celui des nationalismes inter-balkaniques, particulièrement agressifs, et auquel s'ajoutèrent encore par la suite les effets des grandes idéologies de l'entre-deux-guerres, communisme et fascisme.

Ainsi que le dit Mark Mazower, « *la question d'Orient [était donc] terminée. Une décennie de guerres avait finalement détruit les Empires qui gouvernaient les Balkans. [...] Mais la chute des empires n'avait pas apporté la paix espérée par l'Occident libéral* » ³⁷. □

35. Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, tome VII, Paris, Hachette, 1957, p. 46.

36. Yannis Mourellos, *op. cit.*, p. 235.

37. Mark Mazower, *op. cit.*, p. 110.



Extraits du Rapport sur les atrocités commises par les troupes austro-hongroises pendant la première invasion de la Serbie, présenté au gouvernement serbe par R. A. Reiss, Paris, Grassez, 1919 (coll. BDIC).

Deux ouvrages, auxquels l'auteur est particulièrement redevable, n'ont pas été cités dans le cours du texte : il s'agit des livres de Georges Castellan (*Histoire des Balkans, XIV-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991) et de Henry Bogdan (*Histoire des pays de l'Est, des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1990).

Nous renvoyons aussi à la lecture de la synthèse de Jean-Jacques Becker, « À l'ombre du nationalisme serbe », paru dans *Vingtième siècle*, revue d'histoire en janvier 2001.